

Séance d'information sur le prochain cadre financier pluriannuel

10 avril 2025

Résumé

Le Forum politique sur le développement a accueilli une consultation organisée par la Direction générale des partenariats internationaux de la Commission européenne (DG INTPA), en collaboration avec la direction générale pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et le Golfe (DG MENA), le Service des instruments de politique étrangère (FPI) et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE), afin d'informer les membres du FPD sur le prochain cadre financier pluriannuel (CFP), actuellement en cours de préparation.

La réunion s'est tenue en ligne le 10 avril 2025 et a réuni 60 participants issus de la société civile et des autorités locales, représentant 46 organisations.

La Commission européenne et le SEAE ont présenté un aperçu du processus, de l'importance et des défis liés au prochain cadre financier pluriannuel (CFP). Les membres du FPD ont demandé des précisions sur : le processus et les calendriers ; les liens avec la stratégie Global Gateway ; la manière dont les évaluations précédentes ont été prises en compte (évaluation à mi-parcours de l'instrument NDICI-Europe dans le monde, rapports de la Cour des comptes européenne, examen par les pairs de l'OCDE, etc.) ; l'attention portée aux États fragiles ; l'accent mis sur les investissements et le maintien de l'utilisation des subventions.

Les collègues de l'UE ont exprimé leur intention de partager les résultats des évaluations précédentes ; de travailler à l'obtention d'un résultat important lors de la prochaine conférence sur le financement du développement (à Séville en juillet) ; de suivre une approche différenciée en fonction des pays et des contextes ; et de trouver un équilibre entre prévisibilité et flexibilité. L'UE a souligné l'importance de faire remonter les contributions via la consultation publique en cours (jusqu'au 6 mai).

Les principaux commentaires et suggestions des participants concernant le prochain CFP incluent :

Maintenir et accroître le financement de l'action extérieure

- . La solidarité internationale doit être préservée et renforcée.
- . Appel à ne pas poursuivre la rationalisation des différents instruments d'action extérieure, et à garantir un budget conséquent pour ce domaine. Cela inclut l'assurance d'un niveau adéquat de financement pour le développement, et pas uniquement pour l'aide humanitaire.
- . Il est dans l'intérêt stratégique de l'UE de diriger des financements vers des contextes difficiles, ainsi que vers les populations et la société civile.
- . Nécessité d'assurer une prévisibilité pour le développement à long terme, tout en gardant la flexibilité nécessaire pour répondre aux crises.
- . L'APD (aide publique au développement) doit rester centrée sur la réduction de la pauvreté et des inégalités.

Maintenir le financement par subventions et le soutien/la collaboration avec les OSC et les AL

- . La conjoncture actuelle ne se prête pas à une réduction du soutien sous forme de subventions.
- . Ne pas augmenter les exigences en matière de cofinancement, en particulier pour les organisations de la société civile et les organisations féministes qui s'appuient sur des bénévoles et maintiennent des frais généraux réduits.

- Poursuivre le soutien aux accords-cadres de partenariat financier (FFPA) aux niveaux mondial et régional, en complément du soutien au niveau des pays.
- Fournir des garanties supplémentaires sur la manière d'impliquer les OSC dans les nouvelles stratégies/cadres, tels que les sous-subsidies dans le cadre des initiatives Global Gateway.
- Réexaminer la manière dont la société civile peut être impliquée dans la gestion indirecte via des entités évaluées selon les piliers.
- Renforcer les partenariats locaux entre société civile, secteur privé et autorités locales.
- Aider les autorités locales et la société civile à accéder aux financements pour produire un impact rapide.
- Rétablir la ligne budgétaire dédiée aux autorités locales, celles-ci étant essentielles pour soutenir des projets bancables, en particulier dans des contextes fragiles, où elles constituent des points d'entrée pour les DUE. Cette ligne budgétaire pourrait être liée à la mise en œuvre du Global Gateway.

Maintenir les programmes thématiques

- Les programmes thématiques (droits humains et démocratie, organisations de la société civile et défis mondiaux) jouent un rôle important et doivent être maintenus, même en cas de modification de la structure budgétaire ; le montant alloué à ces programmes reste très faible par rapport au reste du budget.
- Relier ce travail aux objectifs de la Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes (GAP III).

Maintenir l'attention portée aux contextes fragiles et affectés par des conflits (FCAS)

- L'action dans les contextes fragiles doit rester une priorité.
- Veiller à ce que des niveaux adéquats de financement du développement continuent d'être alloués aux pays les moins avancés touchés par les conflits.
- Maintenir l'engagement envers le triple nexus (aide humanitaire, développement et paix).
- Le pilier de réponse rapide s'est révélé utile et devrait continuer de se concentrer sur ses deux premiers volets : réponse aux crises et renforcement de la résilience.

Maintenir les objectifs thématiques et les rendre encore plus ambitieux

- L'objectif consacré au développement humain devrait représenter un seuil minimal ; l'UE devrait être encore plus ambitieuse, certaines OSC proposant que 50 % soient alloués au développement humain.
- L'objectif de 85 % en matière d'égalité de genre ne devrait pas se baser uniquement sur le nombre d'actions, mais sur l'APD : 85 % de l'APD devrait contribuer à l'égalité de genre, et 20 % à des actions spécifiquement dédiées au genre.
- Les objectifs en matière de climat et de biodiversité doivent être plus ambitieux, en particulier dans le cadre de l'action extérieure.

Soutenir la démocratie

- Le soutien à la démocratie renforce les capacités et l'efficacité des partenaires.
- Créer une ligne budgétaire dédiée aux dynamiques d'ouverture démocratique à l'étranger. L'UE devrait devenir le premier partenaire auprès duquel les organisations peuvent se tourner pour contribuer à un monde stable et démocratique.
-